

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 23 décembre 1996, d'une demande d'avis sur un avant-projet de loi "fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique", a donné le 24 mars 1997 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 23 december 1996 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België", heeft op 24 maart 1997 het volgend advies gegeven :

Observation générale

L'avant-projet de loi tend essentiellement à mettre en oeuvre, en ce qui concerne la Belgique, l'article 108 du Traité instituant la Communauté européenne, aux termes duquel "chaque Etat membre veille à la compatibilité de sa législation nationale, y compris les statuts de sa banque centrale nationale, avec le présent Traité et les statuts du SEBC".

A cette fin, la loi du 24 août 1939 relative à la Banque nationale de Belgique sera abrogée et remplacée par le projet à l'examen.

Comme l'exposé des motifs l'indique clairement, une série de dispositions du projet de loi reprennent "la substance" de dispositions du Traité ou des statuts précités.

Invités à justifier la méthode de légiférer particulière, de nature à susciter des incertitudes quant aux effets dans l'ordre interne, du Traité et des statuts, ainsi que de leurs modifications ultérieures éventuelles, et à induire le pouvoir législatif en erreur sur la portée effective, au cas présent, du droit d'amendement inscrit à l'article 76, alinéa 2, de la Constitution, les délégués du ministre ont fourni les explications suivantes :

"La technique utilisée pour adapter la loi organique à la participation de la Banque nationale de Belgique au Système européen des banques centrales répond, de l'avis du Gouvernement et de celui de la

.../...

Banque, à la spécificité de la matière des obligations liant la Belgique en vertu du Traité.

Il s'agit ici de réaliser non seulement l'indépendance de la BNB au sens de l'article 107 dudit Traité mais aussi la compatibilité de ses dispositions organiques avec le Traité et les statuts du SEBC en vertu de l'article 108. Il faut, en effet, assurer l'intégration la plus parfaite possible de la BNB au SEBC.

Dans le cas présent, et compte tenu du but même de la loi, l'origine communautaire des règles apparaît clairement et la primauté du droit communautaire est respectée. S'il y a modification des règles communautaires primaires ou dérivées à l'avenir, l'article 3 du projet de loi, assurera l'inapplicabilité automatique des dispositions de la loi organique qui seraient en conflit avec ces règles communautaires nouvelles.

Il est clair que, même sans l'article 3 du projet, la BNB ferait partie du SEBC, serait soumise à ses statuts et liée aux orientations et instructions de la BCE. Cette disposition constitue toutefois un principe d'interprétation utile en cas de doute sur la portée de telle ou telle règle nationale en conflit possible avec les règles communautaires, malgré le soins mis à éliminer les incompatibilités.

Le Gouvernement et la Banque ne nient pas que d'autres techniques législatives soient possibles et seront sans doute appliquées par des banques centrales ayant d'ores et déjà des lois organiques modernes. Ce n'est pas le cas de la Belgique. En outre, des règles telles celles relatives aux objectifs de la politique monétaire (article 7 du projet) doivent, selon l'Institut monétaire européen, figurer dans la loi organique pour assurer la "convergence juridique" sur laquelle l'IME (comme la Commission) fera rapport pour apprécier si la Banque satisfait aux conditions de participation à la monnaie unique."

Il faut néanmoins observer que la Cour de justice des Communautés européennes, après avoir établi, par le

.../...

célèbre arrêt Van Gend et Loos du 5 février 1962, le principe, aujourd'hui familier et incontesté, de l'"applicabilité directe du droit communautaire" et jeté les bases de la primauté de ce dernier, en a elle-même tiré les conséquences sur le plan de la légistique. Elle a, en effet, affirmé dans son arrêt Variola du 10 octobre 1973 (Recueil, 1973, p. 981) qu'"une mesure législative de droit national reproduisant le contenu d'une règle de droit communautaire directement applicable ne peut en rien affecter cette applicabilité directe".

En s'exprimant de la sorte, la Cour de justice se faisait l'écho de l'opinion de son avocat général, M. Mayras, qui avait précisé dans l'avis précédant l'arrêt que :

"l'effet direct des règlements rend parfaitement vaine la reproduction pure et simple de leurs dispositions dans des actes de droit interne."

Cet avis fournit la raison de cette inutilité en expliquant encore que

"la technique de la "reproduction" du droit communautaire par des actes internes ... est non seulement inutile, mais ... nuisible car l'utilisation de ce procédé tend à créer une équivoque en ce qui concerne tant la nature juridique des dispositions applicables que la date de leur entrée en vigueur." (Recueil, 1973, p. 997).

Le fait, allégué à plusieurs reprises par l'exposé des motifs, que le projet reproduit des dispositions du Traité ou du Protocole qui sont essentielles pour le statut

.../...

juridique de la Banque centrale de Belgique, n'en justifie pas la reproduction; il doit même conduire à l'éviter.

En effet, le Traité et le Protocole énoncent assurément des règles destinées à influencer de façon décisive le fonctionnement de la Banque nationale puisqu'elles substituent une autorité européenne à une autorité belge pour exercer une fonction restée jusqu'ici régaliennne. Il n'en est que plus indispensable de rédiger la législation belge en manière telle qu'elle révèle aussi clairement que possible l'importance désormais éminente des règles communautaires; la loi belge doit, par ses termes mêmes, veiller à éliminer tout risque d'équivoque sur la place exacte que les règles en cause occupent dans la hiérarchie des normes de l'ordre juridique unique où s'emboîtent l'ordre juridique européen et l'ordre juridique belge. Une reproduction entière ou partielle ou une paraphrase plus ou moins adroite, que le projet ferait de ces règles européennes essentielles, pourraient bien, loin d'en affermir le prestige, comme le pense l'Institut monétaire européen, en ébranler l'autorité. C'est donc en gardant sur elles le silence et non en leur donnant l'allure d'une loi belge, que le Parlement manifestera le plus sûrement et avec le plus de fermeté, la subordination de la Banque nationale de Belgique au Système européen des banques centrales et de la Banque centrale européenne.

C'est pourquoi le projet examiné doit respecter scrupuleusement la règle classique de légistique formelle, d'ailleurs normalement suivie en Belgique, selon laquelle :

.../...

"dans un texte législatif il y a lieu d'omettre les dispositions qui n'ont d'autre objet que de rappeler une disposition d'intensité de force obligatoire supérieure, soit en les reproduisant, soit en les paraphrasant ..." (Traité de légistique formelle, n° 106).

Le parti de les omettre ne doit toutefois être pris qu'après avoir vérifié que les dispositions européennes en cause revêtent bien les caractéristiques nécessaires pour produire ce qui est communément appelé un "effet direct" et être donc immédiatement applicables dans l'ordre juridique belge. Il faut pour qu'il en soit ainsi que les dispositions de droit européen, - primaire ou dérivé -, soient rédigées de façon claire, précise et inconditionnelle. De ces trois caractères, c'est le troisième qui est le plus important. Toute disposition peut en effet devenir claire, à supposer qu'elle ne le soit pas originellement, dès l'instant où elle est adéquatement interprétée. Et cette clarté devrait normalement lui procurer la précision voulue, ce qui ne préjuge pas du caractère plus ou moins large des obligations en cause. C'est donc le caractère inconditionnel qui paraît décisif pour l'applicabilité directe (voir sur ce point : J. Verhoeven, Droit de la Communauté européenne, Bruylant, 1996, p. 265).

En définitive, l'applicabilité directe et immédiate n'est exclue que s'il est nécessaire que des actes juridiques comportant un pouvoir d'appréciation de la part des Etats viennent s'interposer entre la règle communautaire et son application (voir J. Verhoeven, op. et loc. cit., et l'abondante jurisprudence de la Cour de justice qui y est citée). Si la disposition européenne ne laisse aux Etats

.../...

aucune marge d'appréciation, elle est immédiatement applicable dans l'ordre juridique de ceux-ci, il est, dès lors, inutile et dangereux de la reproduire dans la législation interne puisqu'elle est déjà de toute façon en vigueur, en vertu de sa propre force obligatoire.

En conclusion, les articles 5 et 7 et le chapitre II, à l'exception de l'article 14, doivent être omis.

Examen du projet

Articles 2 et 3

Les articles 2 et 3 gagneraient à être fusionnés. La seconde phrase de l'alinéa 2 de l'article 3 doit être omise étant superflue, compte tenu de l'article 14.3 du Protocole sur les statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne.

Le texte suivant est proposé pour les articles 2 et 3 devenant l'article 2 :

"Art. 2. La Banque nationale de Belgique, en néerlandais "Nationale Bank van België", en allemand "Belgische Nationalbank", ci-après dénommée "La Banque", institué par la loi du 5 mai 1850, fait partie intégrante du Système européen de banques centrales, ci-après dénommé SEBC, dont les statuts ont été fixés par le Protocole y relatif annexé au Traité instituant la Communauté européenne.

.../...

En outre, la Banque est régie par la présente loi et, à titre supplétif, par les dispositions sur les sociétés anonymes."

Article 4

Dans le texte néerlandais de l'alinéa 1er, il y a lieu de remplacer les mots "De maatschappelijke zetel" par les mots "De hoofdzetel".

Article 5

La disposition reproduit l'article 107 du Traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté européenne et l'article 7 des statuts SEBC; pour se conformer à l'observation générale, elle doit être omise.

Article 7

La disposition est la reproduction partielle de l'article 105, 1, du Traité; elle doit être omise.

Il est renvoyé à l'observation générale.

.../...

Article 8

La disposition est la reproduction de l'article 105, 2, du Traité; elle doit être omise.

Article 9

La disposition reproduit l'article 5 des statuts SEBC; elle doit être omise.

Article 10

La disposition reproduit l'article 6.2 des statuts SEBC et doit être omise.

Article 11

La disposition reproduit imparfaitement l'article 17 des statuts; elle doit être omise.

Article 12

La disposition est la reproduction imparfaite de l'article 18 des statuts; elle doit être omise.

.../...

Article 13

La disposition reproduit quelques dispositions des statuts, notamment les articles 18.1 et 23, et constitue une ampliation de certaines autres dispositions. Elle doit être omise.

Article 15

La disposition est la reproduction imparfaite des articles 19 et 20 des statuts et doit être omise.

Article 16

La disposition est la reproduction partielle de l'article 21.1 et 21.3 des statuts; elle doit être omise.

Article 17

La disposition est une paraphrase approximative de l'article 22 des statuts; elle doit être omise.

Article 18

La disposition reproduit l'article 23, premier tiret, des statuts; elle doit être omise.

.../...

Article 19

L'article est une paraphrase inexacte de l'article 16 des statuts. Il doit être omis.

Article 20

L'article 13 étant à omettre, la disposition doit l'être aussi par voie de conséquence.

Article 21

1. L'alinéa 1er doit constituer une disposition distincte, les alinéas 2 et 3 formant l'article 22, qui commencera par les mots :

"La Banque fait le service du caissier ...".

2. L'article 21 du projet dispose en son alinéa 3, que

"(...) la Banque est informée de tous les projets d'emprunts en devises de l'Etat. A la demande de la Banque, le ministre des Finances et la Banque se concertent chaque fois que celle-ci estime que ces emprunts risquent de nuire à l'efficacité de la politique monétaire ou de change. Les modalités de cette information et de cette concertation sont arrêtées dans une convention à conclure entre le ministre des Finances et la Banque, sous réserve de l'approbation de cette convention par la BCE.".

.../...

Invités à préciser le régime des emprunts en devises des Communautés ou des Régions, ainsi que la portée de l'approbation de la convention par la BCE prévue in fine, les délégués du ministre ont fourni les explications suivantes :

"a) Le ministre des Finances devant autoriser les emprunts en devises des Communautés et Régions, la Banque sera informée par lui des projets qu'il est appelé à approuver. Une interprétation logique de cette disposition paraît permettre cette conclusion.

b) L'approbation de la BCE a été prévue en considération de ce que la politique de change est unique (article 3 A, paragraphe 2 du traité). C'est une des tâches principales du SEBC (article 3, paragraphe 1er des Statuts du SEBC) et la BCE peut adresser des directives à propos des opérations en devises (article 31, paragraphes 2 et 3 des Statuts du SEBC). On a, dès lors, entendu prémunir la Banque contre toute critique à propos des répercussions sur les tâches relevant du SEBC de la concertation réalisée avec le ministre des Finances dans un domaine ne relevant pas du Système.".

Bien qu'il soit exact que la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions prévoit, en son article 49, § 4, le système d'autorisation évoqué par la réponse reproduite ci-dessus, la sécurité juridique commande de viser expressément ces deux catégories d'emprunts dans le dispositif de la loi en projet.

.../...

Article 23

L'article 23 du projet dispose comme suit :

"La Banque peut confier, le cas échéant avec l'accord du ministre compétent l'exécution de missions ne relevant pas des tâches visées au chapitre II dont elle est chargée ou dont elle prend l'initiative, à une ou plusieurs entités juridiques distinctes spécialement constituées à cet effet, dont elle détient l'intégralité ou la majorité du capital ou des moyens et dont la direction est assurée par un ou plusieurs membres du Comité de direction."

Invités à détailler la ratio legis et le régime juridique des filialisations que le projet tend à autoriser, les délégués du ministre ont transmis les renseignements et propositions reproduits ci-dessous.

a) Pourquoi filialiser ? Pour, en réalisant une séparation des patrimoines avec l'entité BNB, éviter les répercussions éventuelles sur les opérations relevant du Système, pour permettre une rationalisation de l'activité filialisée et une approche plus sensible aux mécanismes du marché, pour réaliser une transparence totale du coût réel de ces activités.

b) Un inventaire exhaustif des activités filialisables supposerait que l'on puisse déterminer a contrario les tâches qui relèvent du SEBC. Or, si l'on peut actuellement énoncer les tâches principales, il n'y a pas encore de liste de l'ensemble des tâches qui relèvent du SEBC. Les exemples d'activités filialisables, cités dans l'exposé des motifs, ont paru suffisamment éclairants.

c) Les activités filialisables seront les activités existantes ou celles que le législateur confierait à la Banque à l'avenir. La Banque est parfaitement

.../...

consciente du principe de spécialité et la création de filiales n'a aucunement pour objectif d'étendre ses activités, fût-ce indirectement.

d) Approbation gouvernementale. Au lieu de "le cas échéant avec l'approbation du ministre", on pourrait prévoir un nouvel alinéa conçu en ces termes :

"L'autorisation préalable du Roi, sur la proposition du ministre compétent, est requise si la mission a été confiée par la loi à la Banque."

S'il s'agit d'une activité "spontanée" de la Banque, l'exigence d'une autorisation paraît moins justifiée, compte tenu des pouvoirs d'auto-organisation qui devraient être reconnus à la Banque.

e) Direction par un membre du Comité de direction : celle-ci a paru judicieuse notamment pour assurer le respect par la filiale des engagements de la Banque vis-a-vis de son personnel transféré à la filiale. La filialisation assure une certaine autonomie de gestion à l'entité filialisée tout en permettant une certaine cohérence des politiques suivies."

*

Il va de soi que l'article 23 est soumis aux conditions générales exprimées dans l'article 21; en d'autres mots, l'exécution des missions de la banque doit être déterminée par ou en vertu de la loi.

Déléguer à des filiales, l'exécution de missions confiées à la Banque par ou en vertu de la loi, suppose en effet, à tout le moins, une autorisation royale préalable. Il appartiendra au pouvoir législatif de vérifier s'il ne convient pas d'en prescrire la confirmation par la loi, eu

.../...

égard à la relative indétermination des pouvoirs conférés au Roi.

Quant à la filialisation d'activités dites "spontanées", elle ne pourrait se concevoir qu'à la condition que lesdites activités demeurent elles-mêmes conformes au principe de spécialité des personnes morales; c'est pourquoi il est préférable de faire précéder l'article 23, de l'énoncé du principe inscrit à l'article 24, et de s'y référer expressément à l'article 23 (devenant 24). A l'intérieur de pareil cadre juridique, l'autorisation préalable d'une autorité politiquement responsable devant le Parlement est nécessaire.

En outre, le caractère totalement indéterminé du régime juridique de la "direction" des filiales, qui serait assurée par des membres du comité de direction, n'est pas davantage admissible.

Le texte doit être fondamentalement revu.

Article 24

Il faut écrire :

"... des missions visées à l'article 20 et décrites à l'article 21."

.../...

Article 27

1. Le texte en projet a été commenté comme suit par les délégués du ministre :

"La disposition relative au pouvoir réglementaire vise à la fois

- les missions SEBC
- les missions hors SEBC

et, dès lors, des hypothèses où le droit communautaire prévoirait la nécessité de dispositions générales d'exécution (en matière de politique monétaire, par exemple) et d'autres où le gouvernement (Roi ou ministre) aurait un pouvoir d'approbation (par exemple, si le pouvoir réglementaire était exercé dans des domaines tels que ceux de la Centrale des Bilans ou des Centrales de crédit).

Dans le cas où le pouvoir réglementaire serait exercé dans l'exercice de missions SEBC, ce pouvoir devrait être soumis à la tutelle exclusive (y compris une action en manquement éventuelle devant la Cour de Justice selon l'article 35.6 des Statuts) de la BCE.

Actuellement, seule la loi du 28 décembre 1973 relative aux dispositions budgétaires 1973-1974, dans la version de la loi du 23 décembre 1988, comporte, en son article 1er, l'attribution d'un pouvoir réglementaire à la BNB (après avis de la Commission bancaire et financière et sur approbation du ministre des Finances).

La disposition du projet a été insérée afin d'éviter une lacune potentielle et pour tenir compte de ce que plusieurs banques centrales nationales, futures partenaires de la Banque au sein du SEBC, disposent d'un tel pouvoir."

2. Au surplus, selon la disposition en projet, le comité de direction de la Banque nationale "exerce le

.../...

pouvoir réglementaire dans les cas prévus par la loi". Pareille subdélégation de pouvoir heurte les articles 33 et 108 combinés de la Constitution, lesquels réservent au Roi la compétence réglementaire (1).

3. Par ailleurs, selon l'exposé des motifs et les explications communiquées par les délégués du ministre, les cas prévus par "la loi" comprennent ce qu'aurait prévu "le législateur européen". Une telle attribution de pouvoirs par le législateur belge appelle également une réserve, parce qu'elle préjuge de la façon dont la règle européenne aurait à être mise en oeuvre.

Article 31

A l'alinéa 1er, les mots "Il dispose à l'égard de cette décision du recours prévu à l'article 14.2 des statuts du SEBC" doivent être omis.

Article 34

Il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 23.

(1) Voyez en ce sens avis L. 16.062/2.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la ratio legis de l'absence d'approbation ministérielle en ce qui concerne les activités visées à l'article 23 de l'avant-projet de loi.

Articles 36 et 37

En son alinéa 4, l'article 36 prévoit que "les modalités d'application des dispositions contenues au présent article sont fixées par des conventions à conclure entre l'Etat et la Banque".

L'alinéa 5 de l'article 37 prévoit également que "les modalités d'application des dispositions prévues aux alinéas précédents sont réglées par des conventions à conclure entre l'Etat et la Banque".

Il appartient au Gouvernement et au Parlement d'apprécier si le procédé de recours à des conventions ne doit pas faire l'objet d'un encadrement normatif plus précis.

Il est à noter que lorsque des mesures similaires ont été prévues dans des lois plus récentes, l'encadrement législatif de l'intervention étatique est généralement plus précis (1).

(1) Voyez, par exemple, à titre de comparaison, les articles 204 à 209 de la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et harmonisation du contrôle et des conditions de fonctionnement des établissements de crédit.

En outre, afin de permettre le contrôle parlementaire, ces conventions doivent faire l'objet d'une publicité.

Article 42

L'article est ainsi rédigé :

"Art. 42 Les membres des organes de la Banque et les membres de son personnel sont exonérés de l'obligation prévue à l'article 29 du Code d'instruction criminelle si les informations reçues par la Banque proviennent d'autorités ou d'institutions qui sont elles-mêmes exonérées de cette obligation.".

Si, comme semble l'indiquer l'exposé des motifs, telle est l'intention des auteurs du projet, il convient de mieux préciser la fin de l'alinéa 2 en écrivant :

"... qui sont elles-mêmes non soumises à ou exonérées de cette obligation.".

Article 44

Il y a lieu de préciser les modifications légales toujours en vigueur dont ont été l'objet les lois que le projet entend abroger.

.../...

L'article 44, alinéa 1er, 1^o à 3^o, en projet sera en conséquence rédigé de la manière suivante :

"Art. Sont abrogés :

- 1^o la loi du 24 août 1939 relative à la Banque nationale de Belgique, modifiée par les lois des 16 juin 1947, 28 juillet 1948, 19 juin 1959, 11 avril 1975, 23 décembre 1988, 2 janvier 1991, 17 juin 1991, 22 mars 1993 et 18 juin 1996 et par l'arrêté royal n^o 422 du 24 octobre 1967;
- 2^o l'arrêté-loi n^o 5 du 1er mai 1944 relatif aux conditions d'achat et de vente de l'or et des monnaies étrangères, modifié par les lois des 28 juillet 1948, 12 avril 1957 et 2 juin 1969;
- 3^o la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974, modifiée par les lois des 20 juillet 1974, 22 décembre 1977, 30 juin 1975, 5 janvier 1976, 8 août 1980, 22 août 1980, 10 février 1981, 11 avril 1983, 4 août 1986, 23 décembre 1988, 17 juin 1991, 6 août 1993, 29 mars 1994 et 5 avril 1994 et l'arrêté royal n^o 534 du 31 mars 1987."

Articles 44 et 45

Les deux dispositions ont été justifiées en ces termes par les délégués du ministre :

.../...

"L'obligation pour le Roi d'abroger les dispositions incompatibles, telle quelle est formulée au dernier article de la loi, dérive de l'article 108 du traité auquel on s'est déjà référé. Il va de soi que l'échelonnement de l'entrée en vigueur dépend du rythme des développements de l'UEM.

Les dispositions relatives à l'indépendance de la Banque doivent être en vigueur au moment de l'établissement du SEBC et de la BCE (vers mi-1998). La plupart des autres dispositions entreront en vigueur lors de l'entrée de la Belgique en phase 3 de l'UEM (1er janvier 1999) et les dernières seront applicables lorsque la transition sera finie avec l'introduction de signes monétaires en euro (1er janvier 2002 au plus tard).

Sur un plan plus général, les Etats membres ne peuvent pas maintenir dans leurs textes législatifs des dispositions contraires au droit communautaire même si celles-ci ont effet direct. Dans le cas présent, il y a des obligations spécifiques - qui renforcent celles de l'article 5 du traité - et des considérations que l'on pourrait qualifier d'opérationnelles qui justifient la technique de rédaction choisie."

Il convient de déterminer pour chaque disposition une date ultime d'entrée en vigueur.

En outre, il faut lier, dans le dispositif de la loi elle-même, l'abrogation de dispositions particulières, identifiées clairement (par l'indication des numéros d'articles), à l'entrée en vigueur des dispositions nouvelles ; à défaut de procéder de la sorte, le législateur attribuerait au Roi des pouvoirs relativement indéterminés, puisque la substitution d'une règle à l'autre ne serait pas nécessairement simultanée.

.../...

Article 45

1. Afin de respecter le principe de la séparation des pouvoirs, il convient d'écrire au début de l'alinéa 1er :

"Art. ... Le Roi fixe, après consultation de la Banque nationale de Belgique ...".

2. Dans la mesure où les articles visés tendent à reproduire des dispositions européennes, ils doivent être omis pour la raison indiquée dans l'observation générale.

Observation finale

Le texte néerlandais de l'avant-projet de loi est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple, certaines propositions à ce sujet sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Algemene opmerking

Het voorontwerp van wet heeft voornamelijk tot doel in België uitwerking te geven aan artikel 108 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap dat bepaalt dat "Iedere Lid-Staat (...) er zorg voor (...) draagt dat zijn nationale wetgeving, met inbegrip van de statuten van zijn nationale centrale bank, (...) verenigbaar is met dit Verdrag en met de statuten van het ESCB."

Daartoe wordt de wet van 24 augustus 1939 op de Nationale Bank van België opgeheven en vervangen door het onderhavige ontwerp.

Zoals in de memorie van toelichting duidelijk wordt vermeld, worden de "essentiële" bepalingen van het voormelde Verdrag of van de voormelde statuten in een aantal bepalingen van het wetsontwerp overgenomen.

Op het verzoek de bijzondere wetgevingstechniek te wettigen die onzekerheid kan doen ontstaan omtrent de weerslag van het Verdrag, de statuten en de eventuele latere wijzigingen ervan op de interne rechtsorde en die de wetgevende macht op een dwaalspoor kan brengen met betrekking tot de werkelijke draagwijdte, in dit geval, van het amenderingsrecht bepaald bij artikel 76, tweede lid, van de Grondwet, hebben de gemachtigden van de minister de volgende uitleg verschaft :

"De techniek die wordt gebruikt voor de aanpassing van de organieke wet aan de deelname van de Nationale Bank van België aan het Europees Stelsel van Centrale

.../...

Banken, voldoet, naar het oordeel van de Regering en van de Bank, aan de specifieke aard van de te behandelen materie en van de verplichtingen die België krachtens het Verdrag gehouden is na te leven.

Het komt er hier niet alleen op aan van de onafhankelijkheid van de NBB te verwezenlijken in de zin van artikel 107 van genoemd verdrag maar ook van de verenigbaarheid te bewerkstelligen van haar organieke bepalingen met het verdrag en de statuten van het ESCB op grond van artikel 108. Men moet immers de meest volmaakte integratie van de NBB in het ESCB bereiken.

In het huidige geval, en rekening houdend met het doel van de wet, komt de communautaire oorsprong van de te bepalen regels duidelijk naar voren en is de voorrang van het gemeenschapsrecht nageleefd. Indien er in de toekomst wijzigingen optreden in de primaire of afgeleide communautaire bepalingen, zal artikel 3 van het wetsontwerp de automatische niet-toepasbaarheid verzekeren van de bepalingen van de organieke wet die strijdig zouden zijn met de nieuwe communautaire regelen.

Het is duidelijk dat, zelfs zonder artikel 3 van het ontwerp, de NBB deel zou uitmaken van het ESCB, ze aan diens statuten zou onderworpen zijn en ze zou gebonden zijn door de richtsnoeren en instructies van de ECB. Deze bepaling vormt evenwel een nuttig interpretatiebeginsel ingeval er twijfel zou bestaan over de draagwijdte van een bepaalde nationale regel die strijdig zou kunnen zijn met communautaire regels, ondanks de zorg die werd besteed om de onverenigbaarheden weg te werken.

De Regering en de Bank ontkennen niet dat andere wetstechnische formules mogelijk zijn en dat deze waarschijnlijk zullen gebruikt worden door andere centrale banken die thans reeds over moderne organieke wetten beschikken. Voor België is dit echter niet het geval. Daarenboven moeten bepaalde regels zoals deze betreffende de doeleinden van het monetair beleid (artikel 7 van het ontwerp), volgens het Europees Monetair Instituut, in de organieke wet voorkomen om de "juridische convergentie" te bereiken waarover het EMI (en ook de Commissie) verslag zal uitbrengen teneinde na te gaan of de Bank de voorwaarden vervult om deel te nemen aan de eenheidsmunt."

.../...

Toch moet worden opgemerkt dat het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen in het bekende arrest Van Gend en Loos dd. 5 februari 1962 het vandaag vertrouwde en onbetwiste principe van de "rechtstreekse toepasselijkheid van het communautaire recht" heeft vastgelegd en de basis voor de voorrang van dat recht heeft gelegd en daarna daaruit zelf de wetgevingstechnische gevolgen heeft getrokken. Het Hof heeft immers in zijn arrest Variola van 10 oktober 1973 (Jurisprudentie, 1973, blz. 981) bevestigd dat "een nationale wettelijke maatregel, waarin de inhoud van een rechtstreeks toepasselijke communautaire rechtsregel is overgenomen, (...) op generlei wijze hetzij aan deze rechtstreekse toepasselijkheid afbreuk (kan) doen, hetzij de uit het Verdrag voortvloeiende bevoegdheid van het Hof (kan) verkorten."

Het Hof van Justitie sloot zich aldus aan bij het standpunt van zijn advocaat-generaal, de heer Mayras, die in het advies dat aan het arrest voorafgaat, stelde wat volgt :

"De rechtstreekse werking van de verordeningen (...) maakt de eenvoudige, ongewijzigde reproductie van hun bepalingen in nationale wettelijke voorschriften volmaakt overbodig."

In dat advies wordt de reden van die overbodigheid als volgt uitgelegd :

"De techniek van de "reproductie" van het Gemeenschapsrecht in interne wettelijke voorschriften (...) is dus niet alleen nutteloos, maar (...) ook schadelijk. Deze legislatieve techniek kan immers aanleiding geven tot misverstanden ten aanzien van zowel het rechtskarakter der toepasselijke bepalingen als het tijdstip van hun inwerkingtreding." (Jurisprudentie, 1973, blz. 997-998).

.../...

De in de memorie van toelichting vaak aangevoerde omstandigheid dat het ontwerp bepalingen van het Verdrag en van het Protocol overneemt die essentieel zijn voor de rechtspositie van de centrale bank van België, wettigt de reproductie ervan niet; ze moet zelfs leiden tot het vermijden ervan.

Het Verdrag en het Protocol bevatten immers beslist regels die tot doel hebben de werking van de Nationale Bank ingrijpend te beïnvloeden, aangezien bij deze regels een Belgische overheid door een Europese overheid wordt vervangen om een functie uit te oefenen die tot op heden aan de Koning toekwam. Dat maakt het des te noodzakelijker de Belgische wetgeving zo te formuleren dat uit de bewoording zo duidelijk mogelijk blijkt dat de communautaire regels voortaan voorrang hebben; de Belgische wet mag, door de bewoording ervan zelf, geen enkele twijfel laten bestaan omtrent de exacte plaats van de betrokken regels in de hiërarchie van de normen van de eenvormige rechtsorde waar de Europese en de Belgische rechtsorde met elkaar versmelten. Het volledig of gedeeltelijk overnemen of een vrij goede omschrijving van die essentiële Europese regels in het ontwerp, zou wel eens, zoals het Europees Monetair Instituut stelt, het gezag van die regels kunnen aantasten in plaats van het prestige ervan te versterken. Het is dus door die regels niet te vermelden en niet het aanzien van een Belgische wet te geven, dat het Parlement de ondergeschiktheid van de Nationale Bank van België aan het Europees Stelsel van de Centrale Banken en de Europese Centrale Bank op de meest afdoende en duidelijke wijze tot uiting kan doen komen.

.../...

Daarom moet het onderzochte ontwerp zich nauwgezet houden aan de klassieke regel van de wetgevingstechniek, die in België trouwens normaal altijd wordt gevolgd en die als volgt luidt :

"In (een) wet mogen niet voorkomen : bepalingen die er alleen op gericht zijn een bepaling van een hogere waarde in herinnering te brengen door die bepaling te herhalen of te omschrijven ..."
(Handleiding bij de Wetgevingstechniek, nr. 106).

De beslissing ze te schrappen mag evenwel pas worden genomen na te hebben nagegaan of de betrokken Europese bepalingen wel degelijk een "rechtstreekse werking" hebben zoals dat gemeenzaam heet en onmiddellijk in de Belgische rechtsorde toepasselijk zijn. Dat kan alleen wanneer de Europese - primaire of afgeleide - rechtsvoorschriften duidelijk, nauwkeurig en onvoorwaardelijk geformuleerd zijn. Van die drie kenmerken is het derde het belangrijkste. Elke bepaling kan immers duidelijk worden, als ze dat aanvankelijk niet was, zodra ze terdege wordt geïnterpreteerd. Die duidelijkheid zou haar normaal de gewenste nauwkeurigheid moeten verlenen, wat niet vooruitloopt op het min of meer ruime karakter van de in het geding zijnde verplichtingen. Het is dus het onvoorwaardelijke karakter dat doorslaggevend lijkt voor de rechtstreekse toepasselijkheid (zie in dat verband : J. Verhoeven, *Droit de la Communauté européenne*, Bruylant, 1996, blz. 265).

Uiteindelijk is de rechtstreekse en onmiddellijke toepasselijkheid slechts uitgesloten wanneer het noodzakelijk is dat rechtshandelingen die een beoordelings-

.../...

bevoegdheid van de Staten inhouden tussen de communautaire regel en de toepassing ervan komen te staan (zie J. Verhoeven, op. en loc. cit., en de overvloedige jurisprudentie van het Hof van Justitie die daarin wordt vermeld). Als de Europese bepaling de Staten geen enkele beoordelingsvrijheid laat, is ze onmiddellijk toepasselijk in de rechtsorde van die Staten; het is dus zinloos en gevaarlijk die bepaling in de interne wetgeving over te nemen, aangezien ze hoe dan ook reeds krachtens haar eigen bindende kracht van toepassing is.

Het besluit is dan ook dat de artikelen 5 en 7 en hoofdstuk II, met uitzondering van artikel 14, moeten vervallen.

Onderzoek van het ontwerp

Artikelen 2 en 3

Het zou beter zijn de artikelen 2 en 3 samen te voegen. Artikel 3, tweede lid, tweede zin, is overbodig en behoort dus te vervallen, gelet op artikel 14.3 van het Protocol betreffende de statuten van het Europees stelsel van centrale banken en van de Europese centrale bank.

Voor de artikelen 2 en 3, die artikel 2 worden, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 2. De Nationale Bank van België, in het Frans "Banque nationale de Belgique", in het Duits "Belgische National-

.../...

bank", hierna te noemen "de Bank", ingesteld bij de wet van 5 mei 1850, maakt een geheel uit met het Europees stelsel van centrale banken, hierna te noemen het ESCB, waarvan de statuten zijn vastgelegd in het desbetreffende Protocol dat bij het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap is gevoegd.

Voor de Bank gelden bovendien deze wet en, aanvullend, de bepalingen betreffende de naamloze vennootschappen."

Artikel 4

In het eerste lid vervange men de woorden "De maatschappelijke zetel" door de woorden "De hoofdzetel".

Artikel 5

De bepaling neemt artikel 107 van het Verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Gemeenschap en artikel 7 van de ESCB-statuten over; overeenkomstig de algemene opmerking behoort die bepaling te vervallen.

Artikel 7

De bepaling neemt artikel 105, 1, van het Verdrag gedeeltelijk over; ze behoort te vervallen.

Zie algemene opmerking.

.../...

Artikel 8

De bepaling neemt artikel 105, 2, van het Verdrag over; ze behoort te vervallen.

Artikel 9

De bepaling neemt artikel 5 van de ESCB-statuten over; ze behoort te vervallen.

Artikel 10

De bepaling neemt artikel 6.2. van de ESCB-statuten over en moet vervallen.

Artikel 11

De bepaling neemt artikel 17 van de statuten onvolledig over; ze behoort te vervallen.

Artikel 12

De bepaling neemt artikel 18 van de statuten onvolledig over; ze behoort te vervallen.

.../...

Artikel 13

De bepaling neemt enkele bepalingen van de statuten over, inzonderheid de artikelen 18.1 en 23, en vormt een aanvulling op sommige andere bepalingen. Ze behoort te vervallen.

Artikel 15

De bepaling neemt de artikelen 19 en 20 van de statuten onvolledig over en moet vervallen.

Artikel 16

De bepaling neemt artikel 21.1 en artikel 21.3 van de statuten gedeeltelijk over; ze behoort te vervallen.

Artikel 17

De bepaling is een benaderende omschrijving van artikel 22 van de statuten; ze behoort te vervallen.

Artikel 18

De bepaling neemt artikel 23, eerste streepje, van de statuten over; ze behoort te vervallen.

.../...

Artikel 19

Het artikel is een onnauwkeurige omschrijving van artikel 16 van de statuten. Het behoort te vervallen.

Artikel 20

Aangezien artikel 13 moet vervallen, moet ook artikel 20 vervallen.

Artikel 21

1. Het eerste lid moet een afzonderlijke bepaling vormen, terwijl het tweede en derde lid artikel 22 worden, dat begint met de woorden :

"De Bank treedt op als Rijkskassier, onder de door de wet bepaalde voorwaarden ...".

2. Het ontworpen artikel 21, derde lid, luidt als volgt :

"(...) De Bank wordt in kennis gesteld van alle voorgenomen deviezenleningen van de Staat. Op verzoek van de Bank plegen de Minister van Financiën en de Bank overleg telkens wanneer deze laatste oordeelt dat die leningen de doeltreffendheid van het monetaire of het wisselbeleid in het gedrang dreigen te brengen. De nadere regelen voor die kennisgeving en dat overleg worden vastgelegd in een tussen de Minister van Financiën en de Bank te sluiten overeenkomst, onder voorbehoud van goedkeuring van deze overeenkomst door de ECB."

.../...

Op het verzoek de regeling inzake deviezenleningen van de Gemeenschappen en de Gewesten, alsook de draagwijdte van de in fine bepaalde goedkeuring van de overeenkomst door de ECB toe te lichten, hebben de gemachtigden van de minister de volgende uitleg verschaft :

"a) Vermits de Minister van Financiën toelating moet verlenen voor leningen in vreemde munten van de Gemeenschappen en van de Gewesten, zal de Bank door hem ingelicht worden over de ontwerpen die hij moet goedkeuren. Een logische interpretatie van deze bepaling laat toe daartoe te besluiten.

b) Er werd in een goedkeuring door de ECB voorzien rekening houdend met het feit dat er slechts één wisselbeleid is (artikel 3A, paragraaf 2 van het Verdrag). Het betreft een van de voornaamste taken van het ESCB (artikel 3, paragraaf 1 van de statuten van het ESCB) en de ECB mag richtsnoeren uitvaardigen met betrekking tot de deviezentransacties (artikel 31, paragrafen 2 en 3 van de statuten van het ESCB). Men heeft bijgevolg de Bank willen beschermen tegen elke kritiek aangaande de weerslag op de taken die van het ESCB afhangen, van het overleg dat met de Minister van Financiën plaats heeft in een domein dat niet van het Stelsel afhangt.".

Hoewel de goedkeuring waarvan sprake in bovenvermeld antwoord voorgeschreven wordt bij artikel 49, § 4, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, is het voor de rechtszekerheid toch raadzaam die twee soorten van leningen uitdrukkelijk in het dispositief van de ontworpen wet te vermelden.

.../...

Artikel 23

Artikel 23 van het ontwerp bepaalt het volgende :

"De Bank mag, in voorkomend geval, met het akkoord van de bevoegde Minister, de uitvoering van opdrachten die niet behoren tot de taken bedoeld in hoofdstuk II, waarmede ze is belast of voor dewelke zij het initiatief neemt, toevertrouwen aan één of verscheidene onderscheiden juridische entiteiten die daarvoor speciaal worden opgericht, waarin zij integraal of over de meerderheid van het kapitaal of de middelen beschikt en waarvan de leiding wordt verzekerd door één of verscheidene leden van het Directiecomité.".

De gemachtigden van de minister hebben, op het verzoek om de ratio legis en de rechtsregels te specificeren van de "filialisering" waarvoor het ontwerp machtiging zou verlenen, de hiernavolgende inlichtingen en voorstellen bezorgd.

"a) Waarom filialiseren ? Om door middel van de scheiding der vermogens met de entiteit NBB de eventuele weerslag te vermijden op de verrichtingen die van het Stelsel afhangen, om een rationalisatie van de gefilialiseerde activiteit mogelijk te maken en beter in te spelen op de marktmechanismen, om de totale transparantie van de ware kostprijs van deze activiteiten te bereiken.

b) Een volledige inventaris van de mogelijks te filialiseren activiteiten veronderstelt dat men a contrario de taken die van het ESCB afhangen, zou kunnen bepalen. Men kan voor het ogenblik reeds de voornaamste taken van het Stelsel opnoemen, maar er bestaat evenwel nog geen lijst van het geheel der taken die onder het ESCB ressorteren. De voorbeelden van mogelijks te filialiseren taken die in de Memorie van Toelichting zijn vermeld, leken voldoende te zijn als aanduiding.

.../...

c) De mogelijks te filialiseren activiteiten zullen de reeds bestaande bedrijvigheden zijn of deze welke de wetgever in de toekomst aan de Bank zou toevertrouwen. De Bank is zich volledig bewust van het beginsel van de specialiteit en men heeft geenszins de bedoeling met de oprichting van filialen de activiteiten uit te breiden, zij het zelfs onrechtstreeks.

d) Goedkeuring door de Regering. In plaats van de formule "in voorkomend geval, met het akkoord van de bevoegde Minister" zou men een nieuwe alinea kunnen invoegen die als volgt zou kunnen luiden :

"De voorafgaande toelating van de Koning, op voorstel van de bevoegde Minister, is vereist indien de taak bij wet aan de Bank werd toevertrouwd".

Indien het gaat om een "spontane" activiteit van de Bank, lijkt de vereiste van een toelating minder verantwoord te zijn, rekening houdend met de machten die aan de Bank zouden moeten worden erkend om zichzelf te organiseren.

e) Leiding verzekerd door een lid van het Directiecomité : dit leek passend, namelijk om ervan verzekerd te zijn dat de filiale de verbintenissen van de Bank naleeft tegenover haar personeel dat naar de filiale wordt overgeheveld. De filialisering verleent aan de gefilialiseerde entiteit een bepaalde beheersautonomie maar laat terzelfdertijd een bepaalde coherentie toe in het gevolgde beleid."

*

Het spreekt vanzelf dat de algemene voorwaarden vermeld in artikel 21 van toepassing zijn op artikel 23; met andere woorden, de uitvoering van de taken van de bank moet bij of krachtens de wet worden vastgesteld.

.../...

Om de uitvoering van taken die bij of krachtens de wet aan de Bank zijn toevertrouwd te kunnen overdragen aan dochtermaatschappijen, moet daartoe op zijn minst eerst een machtiging zijn verleend door de Koning. De wetgevende macht behoort na te gaan of het nodig is te bepalen dat deze machtiging bekrachtigd moet worden door de wet, gelet op de nogal vage omschrijving van de bevoegdheden die aan de Koning worden toevertrouwd.

De "filialisering" van zogenaamde "spontane" activiteiten is slechts denkbaar op voorwaarde dat de genoemde activiteiten zelf in overeenstemming blijven met het beginsel van de specialiteit van rechtspersonen; daarom is het verkieslijk om artikel 23 te laten voorafgaan door de vermelding van het beginsel dat in artikel 24 staat, en daar in artikel 23 (dat artikel 24 wordt) uitdrukkelijk naar te verwijzen. Binnen zulk een juridisch kader is de voorafgaande machtiging nodig van een overheid die politiek verantwoordelijk is tegenover het Parlement.

Bovendien is het uiterst vage karakter van de rechtsregels inzake de "leiding" over de dochtermaatschappijen, die in handen zou komen van leden van het directiecomité, evenmin aanvaardbaar.

De tekst dient grondig te worden herzien.

.../...

Artikel 24

Men schrijve :

"... de opdrachten bedoeld in artikel 20 en omschreven in artikel 21."

Artikel 27

1. De ontworpen tekst is als volgt toegelicht door de gemachtigden van de minister :

"De bepaling aangaande de reglementaire macht slaat tegelijkertijd op

- de opdrachten ESCB
- de opdrachten buiten het ESCB

en bijgevolg op hypothesen waarin het communautaire recht in de noodzaak zou voorzien van het nemen van algemene uitvoeringsbepalingen (op het vlak van het monetair beleid bijvoorbeeld) en van andere bepalingen waarin de Regering (de Koning of de Minister) over een goedkeuringsbevoegdheid zou beschikken (bijvoorbeeld indien de reglementaire macht wordt uitgeoefend in domeinen zoals de Balanscentrale en de Kredietcentrales).

Ingeval de reglementaire macht zou uitgeoefend worden binnen de opdrachten van het ESCB, zou deze macht moeten onderworpen worden aan de exclusieve voogdij van de ECB (erin begrepen een eventuele actie tot ingebrekestelling vóór het Hof van Justitie volgens artikel 35.6 van de statuten).

Voor het ogenblik bevat enkel de wet van 28 december 1973 betreffende de budgettaire voorstellen 1973-1974, in haar versie van de wet van 23 december 1988, in artikel 1 de toekenning van een reglementaire

.../...

macht aan de NBB (na advies van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen en mits goedkeuring door de Minister van Financiën).

De bepaling werd in het ontwerp ingevoegd teneinde een potentiële leemte te voorkomen alsook om rekening te houden met het feit dat verscheidene nationale centrale banken die binnen het ESCB de toekomstige partners van de Bank zullen zijn, over een dergelijke macht beschikken."

2. Bovendien "beschikt" het directiecomité van de Nationale Bank luidens de ontworpen bepaling "over de reglementaire macht in de gevallen die door de wet zijn bepaald". Zulk een verdere opdracht van bevoegdheid druist zowel in tegen de artikelen 33 als tegen artikel 108 van de Grondwet, waarin de reglementaire bevoegdheid uitsluitend in handen van de Koning wordt gelegd (1).

3. Daarbij komt nog dat volgens de memorie van toelichting en de uitleg verstrekt door de gemachtigden van de minister, in de gevallen waarin "de wet" voorziet, de gevallen begrepen zijn waarin "de Europese wetgever" zou hebben voorzien. Ook bij een dergelijke opdracht van bevoegdheden door de Belgische wetgever dient bezwaar te worden gemaakt aangezien hierbij wordt vooruitgelopen op de wijze waarop de Europese regel uitgevoerd zou moeten worden.

(1) Zie in die zin advies L. 16.062/2.

Artikel 31

In het eerste lid dienen de woorden "Hij beschikt tegen zulke beslissing over een beroep bedoeld in artikel 14.2 van de statuten van het ESCB" te vervallen.

Artikel 34

Verwezen wordt naar de opmerking onder artikel 23.

Bovendien ziet de Raad van State niet in waarom de activiteiten bedoeld in artikel 23 van het voorontwerp van wet geen ministeriële goedkeuring behoeven.

Artikelen 36 en 37

In het vierde lid van artikel 36 wordt bepaald dat "de regels voor de toepassing van de in dit artikel opgenomen bepalingen worden vastgesteld bij tussen de Staat en de bank te sluiten overeenkomsten".

Het vijfde lid van artikel 37 bepaalt eveneens dat "de regels voor de toepassing van de in de vorenstaande alinea's opgenomen bepalingen worden vastgesteld bij overeenkomsten die tussen de staat en de Bank zullen worden gesloten".

.../...

Het staat aan de Regering en het Parlement om te oordelen of er geen nauwkeuriger normatief kader gecreëerd moet worden voor de werkwijze met overeenkomsten.

Op te merken valt dat wanneer er in soortgelijke maatregelen is voorzien in recentere wetten, het wettelijk kader voor het optreden van de Staat over het algemeen nauwkeuriger omschreven is (1).

Bovendien moet er aan die overeenkomsten openbaarheid worden gegeven om de parlementaire controle mogelijk te maken.

Artikel 42

Het artikel luidt als volgt :

"Art. 42 De leden van de organen van de Bank en haar personeelsleden worden vrijgesteld van de verplichting waarvan sprake in artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering indien de inlichtingen die de Bank ontvangt afkomstig zijn van overheden of instellingen die zelf van die verplichting zijn vrijgesteld."

(1) Zie bijvoorbeeld, ter vergelijking, de artikelen 204 en 209 van de wet van 17 juni 1991 tot organisatie van de openbare kredietsector en harmonisering van de controle en de werkingsvoorwaarden van de kredietinstellingen.

Indien dat de bedoeling is van de stellers van het ontwerp, zoals de memorie van toelichting lijkt aan te geven, dient het slot van het tweede lid nader gepreciseerd te worden door te schrijven :

"... van overheden of instellingen waarvoor die verplichting niet geldt of die daarvan zijn vrijgesteld."

Artikel 44

De nog van kracht zijnde wijzigingen die zijn aangebracht in de wetten die het ontwerp wil opheffen, moeten nader worden bepaald.

Het ontworpen artikel 44, eerste lid, 1^o tot 3^o, behoort bijgevolg als volgt te worden gesteld :

"Art. ... Opgeheven worden :

- 1^o de wet van 24 augustus 1939 op de Nationale Bank van België, gewijzigd bij de wetten van 16 juni 1947, 28 juli 1948, 19 juni 1959, 11 april 1975, 23 december 1988, 2 januari 1991, 17 juni 1991, 22 maart 1993 en 18 juni 1996 en bij het koninklijk besluit nr. 422 van 24 oktober 1967;
- 2^o de besluitwet nr. 5 van 1 mei 1944 betreffende de voorwaarden inzake aankoop en verkoop van goud en buitenlandse munt, gewijzigd bij de wetten van 28 juli 1948, 12 april 1957 en 2 juni 1969;

.../...

- 3° de wet van 28 december 1973 betreffende de budgettaire voorstellen 1973-1974, gewijzigd bij de wetten van 20 juli 1974, 22 december 1977, 30 juni 1975, 5 januari 1976, 8 augustus 1980, 22 augustus 1980, 10 februari 1981, 11 april 1983, 4 augustus 1986, 23 december 1988, 17 juni 1991, 6 augustus 1993, 29 maart 1994 en 5 april 1994 en bij het koninklijk besluit nr. 534 van 31 maart 1987."

Artikelen 44 en 45

De gemachtigden van de minister hebben de twee bepalingen als volgt verantwoord :

"De verplichting van de Koning om de onverenigbare bepalingen op te heffen, zoals ze in het laatste artikel van de wet werd geformuleerd, volgt uit artikel 108 van het Verdrag waarnaar reeds werd verwezen. Het spreekt vanzelf dat de spreiding in de tijd van de inwerkingtreding der bepalingen afhangt van het ontwikkelingstempo van de EMU.

De bepalingen betreffende de onafhankelijkheid van de Bank moeten in werking treden op het ogenblik van de instelling van het ESCB en van de ECB (rond midden 1998). De meeste andere bepalingen zullen in werking treden wanneer België intreedt in fase 3 van de EMU (1.1.1999) en de laatste bepalingen zullen toepasselijk zijn als de overgangsfase beëindigd wordt met de invoering van de geldtekens in euro (uiterlijk op 1.1.2002).

Meer algemeen beschouwd, mogen de Lid-Staten in hun wetteksten geen bepalingen behouden die strijdig zijn met het gemeenschapsrecht, zelfs indien deze een directe werking hebben. In het huidige geval zijn er specifieke verplichtingen - die deze van artikel 5 van het Verdrag versterken - alsook overwegingen die men operationeel zou kunnen noemen, welke de gekozen redactietechniek rechtvaardigen".

.../...

Voor iedere bepaling dient een uiterste datum van inwerkingtreding te worden vastgesteld.

Bovendien moet in het dispositief van de wet zelf de opheffing van specifieke bepalingen, die duidelijk aangeduid worden (door de nummers van de artikelen op te geven), gekoppeld worden aan de inwerkingtreding van de nieuwe bepalingen; indien dat niet geschiedt, zou de wetgever aan de Koning vrij vage bevoegdheden toekennen aangezien een regel niet noodzakelijk tegelijkertijd door een andere zou worden vervangen.

Artikel 45

1. Met het oog op de eerbiediging van het beginsel van de scheiding der machten, dient aan het begin van het eerste lid het volgende geschreven te worden :

"Art. ... De Koning bepaalt, na raadpleging van de Nationale Bank van België, ...".

2. Voor zover de bedoelde artikelen ertoe strekken Europese bepalingen over te nemen, dienen ze te vervallen om de reden aangegeven in de algemene opmerking.

.../...

Slotopmerking

De Nederlandse tekst van het voorontwerp van wet is voor verbetering vatbaar. Onder voorbehoud van de voorgaande inhoudelijke opmerkingen, worden bij wijze van voorbeeld volgende taalopmerkingen gemaakt.

In artikel 27, 2. schrijve men : "Het Comité bestuurt en beheert de Bank en bepaalt de koers van het beleid ervan.".

In artikel 30, 2., schrijve men : "(...) houdt hij toezicht op de verrichtingen van de Bank en schorst hij elke beslissing die strijdig zou zijn met de wet, met de statuten of met 's Rijks belangen, en brengt deze ter kennis van de Minister van Financiën.".

Artikel 36, tweede lid, zou beter gesteld worden als volgt "Indien het bedrag van de netto-productieve activa niet het aandeel weergeeft van de Bank in de monetaire basis van het Stelsel, dat wil zeggen de som van (...), wordt dit bedrag voor de toepassing van dit artikel tot het passende bedrag aangepast.".

De woorden "gaat over tot een gedachtenwisseling" dienen vervangen te worden door de woorden "wisselt van gedachten" (art. 28, 2., eerste lid), de woorden "het Land" door "het land" (ibid.), het woord "evenals" door "en" (art. 28, 2., tweede lid), het woord "deelhebbing" door het woord "aandeel" (art. 28, 3.), de woorden "tekort geschoten" door het woord "tekortgeschoten" (art. 31, 1. en 2.), de

.../...

woorden "voordracht der kandidaten tot" door de woorden "voordracht der kandidaten voor" (art. 31, 3., vijfde lid), de woorden "Raad van Ministers" door het woord "Ministerraad" (ibid.), het woord "personaliteiten" door de woorden "vooraanstaande personen" (ibid., 4.), het woord "bekomen" door het woord "krijgen" (art. 32), het woord "presentiepenningen" door het woord "presentiegeld" (ibid.), de woorden "de volle 67-jarige leeftijd" door de woorden "de volle leeftijd van 67 jaar" (art. 35, eerste lid), het woord "toelating" door "machtiging" (ibid., tweede lid), het woord "titelvoerders" door het woord "titularissen" (ibid., derde lid), de woorden "uit hoofde van" door de woorden "die voortvloeien uit" (art. 36, eerste lid, 3°), het woord "verkrijgingsprijs" door het woord "aanschafprijs" (art. 37, eerste lid), en het woord "voorkomt" door de woorden "deel uitmaakt van" (ibid, tweede lid).

La chambre était composée de
Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

Y. KREINS,
P. HANSE,

J. DE GAVRE,
P. GOTHOT,

Madame J. GIELISSEN,
Mevrouw

Le rapport a été présenté par
M. J. REGNIER, premier auditeur.
La note du Bureau de coordination
a été rédigée et exposée par
M. L. DETROUX, référendaire
adjoint.

La concordance entre la
version française et la ver-
sion néerlandaise a été véri-
fiée sous le contrôle de
M. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN

De kamer was samengesteld uit
président,
voorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

Het verslag werd uit-
gebracht door de H. J. REGNIER,
eerste auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd op-
gesteld en toegelicht door de
H. L. DETROUX, adjunct-
referendaris.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS